

**Notes pour l'allocution de S.E. la Présidente de la République lors du
déjeuner offert par le Premier ministre du Canada**
Hôtel Hyatt, Santiago, le 17 juillet 2007

Monsieur le Premier ministre, chers amis et amies,

En recevant l'invitation d'être parmi les vôtres aujourd'hui, je n'ai pas hésité un instant à accepter. C'est aujourd'hui un jour de fête pour la relation du Canada et du Chili et nous nous devons de marquer l'occasion.

De ces jours-ci, on parle beaucoup de football entre le Chili et le Canada. Eh bien, je vous dis que dans notre relation bilatérale, le Canada et le Chili nous avons créé une seule équipe, et que nous sommes en train de remporter ce match deux à zéro.

Car d'un côté, et comme monsieur le Premier ministre Harper l'a si bien rappelé, nous sommes en train de fêter les premiers dix ans de réussite de l'Accord de libre-échange entre le Chili et le Canada. Nous avons multiplié nos échanges, nous avons dépassé les 1,7 milliard de dollars au niveau des échanges, et le Canada est devenu l'investisseur étranger numéro un au Chili en 2006.

Donc, un à zéro.

Mais nous poursuivons l'offensive sur tous les fronts. Avec une bonne défense, un bon milieu de terrain et des courses sans arrêt des quarts-arrières. Forts de cette vision, nous avons signé ce matin même avec le Premier ministre un Accord-cadre de partenariat qui fait de nous des partenaires à long terme pour travailler ensemble dans notre région et dans le monde.

Deux à zéro. Et c'est pourquoi nous avons le cœur à la fête.

Car aujourd'hui nous entamons une nouvelle étape, au-delà de ce qui est strictement économique et commercial. Ces dix années de travail conjoint ont produit une connaissance mutuelle, une confiance et une amitié qui nous permettent d'élever nos relations à un niveau supérieur et d'envisager des objectifs plus ambitieux.

Si nous avons appris quelque chose de cette époque de grandes occasions, mais aussi de moments turbulents et souvent dramatiques qui choquent notre conscience, c'est que la coopération entre pays de vues similaires est

indispensable si nous voulons aborder de manière efficace les grands dilemmes auxquels l'humanité devra faire front dans les décennies à venir.

Le Canada et le Chili, monsieur le Premier ministre, nous croyons au libre-échange et à l'ouverture des marchés mondiaux, mais nous voulons également bâtir un ordre international de paix, plus juste et inclusif pour ceux qui demeurent marginalisés des occasions de la mondialisation.

Le Secrétaire général des Nations Unies l'a affirmé il y a à peine quelques jours : il existe 908 millions de personnes qui vivent toujours avec moins d'un dollar par jour dans ce monde. C'est là une réalité inacceptable et inconcevable, qui exige que nous travaillions de manière conjointe.

L'expérience du Canada dans ce domaine est exemplaire. Vous avez atteint un niveau très élevé de développement, vous avez une économie ouverte au monde, un degré très élevé de cohésion sociale, et des prestations universelles pour vos citoyens.

Au Chili, nous œuvrons selon une perspective analogue, où le progrès et la justice sociale vont de la main.

Notre PIB atteindra cette année les 14 000 dollars en termes de parité de pouvoir d'achat. Voilà 16 ans que notre croissance se fait à des taux de 5,5 % en moyenne, et cette année nous presserons le pas encore davantage.

Mais nous avons grandi avec équité. Nous avons réduit la pauvreté de 38,6 % en 1990 à 13,7 % en 2006.

Sept sur 10 élèves qui fréquentent un établissement d'enseignement supérieur représentent la première génération à le faire dans leur famille.

Les progrès accomplis sont aussi attribuables aux Chiliens et Chiliennes qui ont été en mesure d'atteindre des accords sur les grands enjeux du programme politique national, à appliquer des politiques publiques de qualité, ainsi qu'au bon fonctionnement de nos institutions.

Mais nous ne sommes pas satisfaits. Nous demeurons à l'offensive, comme je le disais au début.

Il nous reste beaucoup de chemin à faire, et c'est pourquoi mon gouvernement est en train de mettre en œuvre des politiques qui permettront au Chili de maintenir une croissance soutenue et d'investir

dans l'innovation et le capital humain tout en créant un système de protection sociale pour tous les citoyens.

Le Chili mise par ailleurs sur la mondialisation. Nous avons créé le plus grand réseau d'accords commerciaux au monde, et à nous souhaitons à présent transformer cela en un réseau toujours plus dense de liens politiques solides avec l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Europe, en plus de l'Asie Pacifique, comme nous le faisons justement aujourd'hui avec le Canada.

Le Chili a la volonté de faire en sorte que notre condition de partenaire nous permette désormais de participer plus efficacement à la production des biens publics nécessaires pour renforcer la gouvernabilité de la mondialisation.

Je lisais il y a quelques jours un article du sociologue allemand Ulrich Beck dans un journal anglais. Il utilisait un concept très bien trouvé : la « cosmopolitique », c'est-à-dire la nécessité de coordonner et d'entrelacer les politiques des pays, à l'échelle transnationale, afin de relever les grands défis du XXI^e siècle.

Songons par exemple aux défis comme le changement climatique, la consolidation de la démocratie, la protection des droits de la personne, l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion, les distorsions commerciales, l'expansion mondiale de certaines épidémies, les menaces à la paix et à la sécurité internationale, le crime organisé transnational, les catastrophes naturelles.

Chacun de ces défis exige plus que jamais des politiques publiques à l'échelle planétaire, concertées entre les pays dans un climat de coopération.

Face à ces défis et à d'autres encore, le Canada et le Chili, nous souhaitons faire un apport significatif, en nous fondant sur les principes et valeurs que partagent nos peuples : solidarité internationale, promotion de la démocratie et des droits de la personne, respect du droit international, et institutions multilatérales démocratiques et musclées.

La grande tâche qui nous attend est en définitive celle de contribuer à produire une gouvernabilité mondiale inclusive, où seront représentés les intérêts des pays grands et petits, pauvres et riches, des politiques qui permettent enfin d'accumuler les efforts pour faire face aux grands défis

auxquels nous sommes confrontés, et qui détermineront en bonne mesure le genre de monde dans lequel vivront nos enfants et nos petits-enfants.

Le Chili et le Canada, nous avons un engagement, qui s'inscrit dans nos meilleures traditions, à l'égard de la production d'une nouvelle gouvernabilité mondiale, et je suis persuadée que nous serons à la hauteur des circonstances dans cette nouvelle étape de nos relations que nous amorçons aujourd'hui.

C'est pourquoi, cher Premier ministre Harper, votre visite se produit à un moment très opportun, tant pour les tâches à compléter sur le plan bilatéral, que pour le travail conjoint qui nous attend à l'échelle régionale et mondiale.

Continuons à jouer en équipe, avec le Canada, le Chili et toute l'Amérique. Continuons à penser au développement durable sur le plan social et environnemental. Continuons à songer à faire de grandes choses.

Je conclus ainsi, Monsieur le Premier ministre, en vous réitérant la bienvenue au Chili.

Et que le Canada soit le bienvenu en Amérique latine.

Merci beaucoup.